

COMMUNIQUE

La rigueur vue par la Commission européenne : l'austérité sans l'espoir

Pour **FORCE OUVRIERE**, les recommandations de la Commission européenne émises le 7 juin sur « le programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014 » sont inacceptables.

En effet, les préconisations de la Commission renforcent les politiques libérales qui ont conduit à la crise majeure que nous connaissons. Tirer les leçons de la crise aurait dû conduire les autorités européennes à renoncer à ces politiques.

Or, les mesures qui sont proposées tendent à les renforcer.

Pour la Commission, les mesures d'austérité déjà mises en œuvre par le gouvernement français avec les réformes en cours (RGPP, retraites, etc) et celles répondant à son engagement en faveur du « pacte euro plus » ne semblent pas suffisantes !

Elle recommande en outre d'aller plus loin en matière de rigueur et d'inégalités : Rendre l'emploi encore plus précaire et flexible ; faciliter les licenciements, supprimer les restrictions administratives à l'ouverture de grandes surfaces de distribution ; libéraliser, privatiser, ouvrir à la concurrence ; favoriser des mesures fiscales prétextes à des baisses de l'imposition des entreprises et « du coût du travail » ; poursuivre la modération salariale en particulier pour le SMIC ; dégrader encore le système de retraites : le menu proposé en 23 points est celui d'une régression sociale généralisée.

Pour **FO** construire l'Europe selon le diktat des marchés financiers en interdisant aux États, parfois complaisants, de mener librement leurs propres politiques et en asservissant les travailleurs à des normes sociales toujours en baisse revient à un déni de démocratie.

Selon **FORCE OUVRIERE**, ces recommandations sont clairement inacceptables : en plus de n'avoir aucun effet d'entraînement sur la croissance, si ce n'est des effets récessifs, ces mesures seraient dévastatrices socialement. C'est pourquoi **FORCE OUVRIERE** avec les autres organisations syndicales au niveau européen condamnent unanimement le pacte « euro plus » et réclament l'introduction d'une clause de progrès social dans les traités.